



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-18216>

Département(s) de publication : **75, 94**

Annonce n° **26-18216**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT IF)

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité régionale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Protection de l'environnement

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Accord-cadre à bons de commande d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'instruction des demandes d'aménagement sur le réseau routier national géré par la DiRIF par des maîtrises d'ouvrage tiers

**Description** : Assistance à la maîtrise d'ouvrage DiRIF, qu'elle soit technique, administrative ou juridique au sens de l'article L.2422-2 du Code de la commande publique (CCP), par la fourniture de conseil spécialisé dans l'analyse de ces projets

**Identifiant de la procédure** : 2b815b64-1a5b-47b6-b383-b12798049765

**Identifiant interne** : DRIEAT-DIRIF-SGPR-AOO-26-005

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : non

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )**: 71318000 Services de conseil et de consultation en ingénierie

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : 79 B avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny

**Ville** : Créteil

**Code postal** : 94000

**Subdivision pays (NUTS)** : Val-de-Marne ( FR107 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** : Les prestations seront exécutées sur la région Île-de-France pour les prestations nécessitant des déplacements et réunions en présentiel

#### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires** : Forme juridique de l'attributaire : Les prestations comprenant, outre les prestations de conseil technique, financier, et administratif, des prestations de conseil juridiques, les candidats au marché devront satisfaire aux conditions posées par la loi du 31 décembre 1971 pour l'exercice d'une activité juridique (au sens de l'alinéa 3 de l'article 3123-1 du CCP), en particulier pour les professions non réglementées mentionnées à l'article 60 de cette loi. Par conséquent, il conviendra que l'un des membres du groupement soit avocat inscrit auprès d'un barreau français. Le respect de cette exigence impose que le présent marché public sera conclu avec un groupement d'opérateurs économiques conjoint. En cas de groupement, en application de l'article R2142-22 du code de la commande publique, la forme sera nécessairement conjointe, la solidarité étant interdite avec une profession réglementée (en d'autres termes, pas de groupement solidaire, pas de groupement avec un mandataire solidaire).  
**Présentation des offres** : Les candidats sont invités, pour constituer leur candidature et offre, à prendre connaissance du règlement de la consultation téléchargeable sur le profil acheteur à l'adresse : <http://www.marches-publics.gouv.fr>. Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante <http://www.marches-publics.gouv.fr> – sous la référence : DRIEAT-DIRIF-SGPR-AOO-26-005. Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Les candidats sont invités à se reporter au règlement de la consultation de la présente consultation pour connaître en détail les modalités de remise candidatures et des offres, par voie électronique sur le profil acheteur à l'adresse : <http://www.marches-publics.gouv.fr>. Les offres, mêmes volumineuses, doivent parvenir complètes dans les délais fixés par l'acheteur public. L'opérateur économique est responsable de l'envoi de son pli électronique dans les délais fixés.

**Base juridique** :

Directive 2014/24/UE

sans objet

**Droit transnational applicable** : Sans objet

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

**Sources des motifs d'exclusion** : Avis

Motifs d'exclusion purement nationaux :

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Accord-cadre à bon de commande d'assistance à Maîtrise d'ouvrage pour l'instruction des demandes d'aménagement sur le réseau routier national géré par la DiRIF par des maîtrises d'ouvrage tiers

**Description** : Assistance à la maîtrise d'ouvrage DiRIF, qu'elle soit technique, administrative ou juridique au sens de l'article L.2422-2 du Code de la commande publique (CCP), par la fourniture de conseil spécialisé dans l'analyse de ces projets

**Identifiant interne** : DRIAT-DIRIF-SGPR-AOO-26-005

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale** ( cpv ): 71318000 Services de conseil et de consultation en ingénierie

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : 79B avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny

**Ville** : Créteil

**Code postal** : 94000

**Subdivision pays (NUTS)** : Val-de-Marne ( FR107 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** :

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée** : 48 Mois

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : oui

**Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)** : oui

#### 5.1.7 Marché public stratégique

##### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2943922&orgAcronyme=d4t>

##### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2943922&orgAcronyme=d4t>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 01/04/2026 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre** : 6 Mois

**Conditions du marché** :

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés** :  
Non

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : oui

**Le paiement en ligne sera utilisé** : oui

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre** :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants** : 0

**Informations sur le système d'acquisition dynamique** :

Pas de système d'acquisition dynamique

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de recours** : Tribunal administratif de Paris

**Informations relatives aux délais de recours** : Durant le délai de suspension susvisé, et jusqu'à la signature du contrat, le concurrent évincé pourra contester la décision d'attribution par la voie du référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R. 551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative. Postérieurement à la signature du contrat, et dans un délai de 31 jours suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat, le concurrent évincé pourra former un référé contractuel en contestation de la décision d'attribution, conformément aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du Code de justice administrative. De plus, à partir de la conclusion du contrat et dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle sont rendues publiques la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation, le concurrent évincé peut introduire un recours de plein contentieux contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses qui en sont divisibles assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires. Toutefois, à partir de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours ci-dessus défini, un concurrent évincé n'est plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables. Le cas échéant, l'ensemble des voies de recours susmentionnées devront être introduites devant le tribunal administratif territorialement compétent.

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché** : Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'île-de-France (DRIEAT IF)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours** : Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui reçoit les demandes de participation** : Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'île-de-France (DRIEAT IF)

**Organisation qui traite les offres** : Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'île-de-France (DRIEAT IF)

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'île-de-France (DRIEAT IF)

**Numéro d'enregistrement** : 13002932500011

**Département** : 75

**Adresse postale** : 21/23 rue Miollis

**Ville** : Paris

**Code postal** : 75015

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Point de contact** : Nicole HORION

**Adresse électronique** : nicole.horion@developpement-durable.gouv.fr

**Téléphone** : +33 1 40 61 83 70

**Adresse internet** : <https://www.drieat.ile-de-france.developpementdurable.gouv.fr/>

**Profil de l'acheteur** : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2943922&orgAcronyme=d4t>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel** : Tribunal administratif de Paris

**Numéro d'enregistrement** : 17750005500013

**Département** : 75

**Adresse postale** : 7 rue de Jouy

**Ville** : Paris cedex 04

**Code postal** : 75181

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Point de contact :** Greffe de Paris

**Adresse électronique :** greffe.ta-paris@juradm.fr

**Télécopieur :** +330144594466

**Adresse internet :** <http://paris.tribunal-administratif.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <https://paris.tribunal-administratif.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

#### **Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis :** 2bb76b47-133a-4be5-9c29-50b10c36b73b - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 20/02/2026 à 13:08

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 20/02/2026